SV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.505/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Présidente du Sénat, le 16 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi "modifiant certaines dispositions du Code pénal en matière de légitime défense" (Doc. parl., Sénat, session 2003-2004, n° 3-511/1), a donné le 5 juillet 2006 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.505/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 mei 2006 door de Voorzitter van de Senaat verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van het Strafwetboek inzake noodweer" (St. Parl., Senaat, zitting 2003-2004, nr. 3-511/1), heeft op 5 juli 2006 het volgende advies gegeven :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. La proposition de loi tend à modifier la législation sur trois points.

D'abord, elle souhaite étendre le champ de la légitime défense en la rendant applicable également à n'importe quelle réaction pénalement punissable et non plus seulement à l'homicide, aux blessures et aux coups.

Ensuite, elle inclut la défense des biens parmi les causes de légitime défense, sauf si l'infraction commise est l'homicide volontaire.

Enfin, elle permet, selon les circonstances, que le dépassement des limites de la légitime défense puisse valoir à l'auteur, selon les cas, l'impunité ou une atténuation de la peine au titre de la cause d'excuse.

2. Comme l'indiquent les développements de la proposition, la légitime défense constitue, dans l'état actuel du droit, l'une des causes de justification; elle a pour effet d'enlever au comportement incriminé son caractère illicite, de sorte qu'il n'y a plus, en l'espèce, d'infraction (1).

(1) D. Vandermeersch, Éléments de droit pénal et de procédure pénale, Brugge, La Charte, 2003, pp. 77-83; L. Dupont et R. Verstraeten, Handboek Belgisch Strafrecht, Leuven, Acco, 1990, pp. 219-226; C. Van den Wyngaert, Strafrecht, strafprocesrecht, internationaal strafrecht in hoofdlijnen, Antwerpen, Maklu, 2003, pp. 190-195; F. Tulkens et M. van de Kerchove, Introduction au droit pénal, 7e éd., Bruxelles, Kluwer, 2005, pp. 320-323; C. Hennau et J. Verhaegen, Droit pénal général, 3e éd., Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 204-211; C.J. Van Houdt et W. Callewaert, Belgisch Strafrecht, Gent, Story-Scientia, deel II, pp. 451-459.

.../...

Elle trouve sa base légale non pas dans les dispositions générales du Code pénal contenues dans le Livre 1er, mais dans les articles 416 et 417 du même Code qui limitent l'effet justificatif de la légitime défense aux infractions d'homicide, de blessures et de coups.

L'article 416 du Code pénal énonce la règle selon laquelle :

> "Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui".

Pour qu'il y ait légitime défense, il faut que soient réunies les conditions suivantes :

1° l'existence d'une agression injuste ou illégale ayant un caractère grave et étant dirigée contre l'intégrité physique d'une personne;

2° l'agression doit avoir un caractère actuel;

3° la défense est nécessaire;

4° la réaction doit être pertinente et proportionnée à la gravité de la menace ou du mal résultant de l'agression.

L'article 417 du Code pénal énonce une présomption de légitime défense dans les deux cas suivants :

1° la défense a eu lieu pour repousser pendant la nuit l'escalade ou l'effraction d'un tiers dans une habitation privée à moins qu'il soit établi que l'agent n'a pas pu croire à une attaque contre les personnes;

2° le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vol ou de pillage exécutés avec violence envers les personnes.

L'article 2, § 2, a), de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui énonce que le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi, précise que la mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cette règle dans le cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. L'article 72, alinéa 1er, proposé, du Code pénal, est rétabli afin d'introduire la légitime défense en tant que cause de justification générale. Il s'applique à toutes les infractions "commandées par la nécessité actuelle de la légitime défense des personnes" et non plus seulement à l'homicide, aux blessures et aux coups, puisque la disposition nouvelle est insérée dans le Livre 1er du Code pénal contenant les dispositions générales et qu'aucune restriction n'y est mentionnée.

Les auteurs de la proposition qui déclarent s'inspirer sur ce point de la disposition de l'article 41.1 du Code pénal des Pays-Bas, sont invités à préciser, lors des débats parlementaires, la raison pour laquelle ils préfèrent cette solution, alors que l'application actuelle de l'état de nécessité aux infractions autres que l'homicide, les coups et les blessures, permet déjà à la jurisprudence de réserver un sort adéquat aux cas d'espèce dans lesquels l'auteur, victime d'une agression actuelle, a dû commettre, pour assurer sa défense, une autre infraction qu'un homicide, des blessures ou des coups.

2. L'article 72, alinéa 2, proposé, du Code pénal, étend à la défense des biens le bénéfice de la légitime défense. La disposition proposée fixe des conditions à cette extension et contient en outre une restriction. En réaction à un crime ou à un délit flagrant, la défense doit revêtir le caractère de nécessité absolue et actuelle afin d'arrêter le crime ou le délit; en outre, elle doit être raisonnable (c'est-à-dire pertinente) et proportionnée. Enfin, l'effet justificatif est exclu lorsque la défense entraîne la réalisation

d'un homicide volontaire. Cette restriction, inspirée par le Code pénal français, évite toute discussion quant à la conformité de la disposition proposée avec l'article 2, § 2, a), de la Convention européenne des droits de l'homme qui est, en effet, généralement interprété comme ne s'appliquant qu'à la défense de la personne [(2)].

Article 3

1. L'article 73, alinéa 1er, proposé, du Code pénal, crée une cause de justification au profit de l'auteur de l'excès de légitime défense en cas d'agression contre les personnes, dès lors que l'infraction commise par cet auteur, dépassant les limites de la défense actuellement nécessaire, est la conséquence immédiate d'une vive émotion causée dans son chef par l'agression.

Actuellement, l'agent qui cause la mort, des blessures ou des coups en dehors des conditions de la légitime défense se rend coupable d'une infraction.

Il peut toutefois faire valoir qu'il a commis une erreur dans l'appréciation des conditions de la légitime défense. Si cette erreur est invincible - c'est -à-dire telle que toute personne raisonnable et prudente l'aurait commise - elle fera disparaître la responsabilité pénale; par contre, si cette erreur n'est pas invincible parce qu'elle est fautive, elle aura pour effet d'exonérer l'auteur des infractions qui requièrent l'intention, mais laissera subsister les infractions d'imprudence [(3)].

---

(2) Voir Y. Haeck, Artikel 2 Recht op leven, in J. Vande Lanotte et Y. Haeck, Handboek EVRM, Deel 2, Artikelsgewijze Commentaar, vol. I, Antwerpen, Intersentia, 2004, pp. 88 et 89; L.E. Pettiti, E. Decaux et P.-H. Imbert, La Convention européenne des droits de l'homme - Commentaire article par article, Economica, Paris, 1999, p. 152; J. Velu et R. Ergec, Convention européenne des droits de l'homme, R.P.D.B., T. VII, Bruxelles, Bruylant, 1990, n° 232 - p. 215.

(3) Vandermeersch, op. cit., pp. 81-82; C. Hennau et J. Verhaegen, op. cit., pp. 212-216; C. Van den Wyngaert, op. cit., pp. 195-196.

.../...

Enfin, s'il n'a pas commis d'erreur, l'auteur de l'infraction peut invoquer la cause de non-imputabilité consistant dans la contrainte irrésistible énoncée à l'article 71 du Code pénal. La contrainte se réfère à une situation de force majeure subjective dans laquelle le sujet n'a pas d'autre choix que d'enfreindre la loi.

En conclusion, les cas dans lesquels la jurisprudence accorde l'impunité à l'auteur d'un "dépassement de la légitime défense" sont, selon le droit actuel, d'application restreinte.

Par ailleurs, l'auteur de l'infraction peut invoquer le fait que les violences qu'il a commises ont été immédiatement provoquées par des violences graves envers les personnes (article 411 du Code pénal) et sa peine sera réduite conformément à l'article 414 du Code pénal. Il pourra aussi bénéficier de cette excuse atténuante s'il se trouve dans les conditions de l'article 412 du Code pénal (repousser, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction dans une habitation privée à moins que l'agent n'a pas pu croire à une agression contre les personnes).

La proposition de loi étend considérablement les hypothèses dans lesquelles l'auteur serait à l'avenir impuni; dès lors que l'agression dirigée contre une personne a causé dans son chef une vive émotion, sa réaction excessive ou inadéquate qui en est la conséquence immédiate, entraînera son impunité. Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que l'existence de cette vive émotion dépendra, certes, des circonstances de l'agression mais aussi de la personnalité de celui qui en est la victime. Cette appréciation comportera une part non négligeable de subjectivité.

2. L'article 73, alinéa 2, proposé, du Code pénal, crée une cause de justification au profit de l'auteur qui dans sa défense a dépassé les limites de la proportionnalité dès lors que ce dépassement est la conséquence immédiate d'une vive émotion, causée par la "découverte" d'un crime ou d'un délit flagrant contre des propriétés. Il faut toutefois noter que, pour pouvoir bénéficier de cette cause de justification, l'auteur doit s'être trouvé dans une situation où la défense était absolument et actuellement nécessaire pour arrêter l'accomplissement d'un crime ou d'un délit flagrant. Seule la condition de la proportionnalité de la réaction fait défaut.

Les observations formulées ci-dessus au point 1 sont également applicables à cette disposition proposée.

3. Même si la proposition s'inspire du droit pénal néerlandais et du droit pénal allemand, il y aura lieu d'indiquer en quoi cette nouvelle cause de justification de "l'excès de légitime défense" est compatible avec l'article 2, § 2, a), de la Convention européenne des droits de l'homme, lorsque l'infraction commise est un homicide volontaire répondant à une atteinte contre un bien [(4)].

4. Le mot "découverte" est inadéquat, la découverte pouvant survenir bien après la commission du crime ou du délit. Mieux vaut l'omettre.

Article 4

La proposition ajoute un article 78*bis* dans le Code pénal, contenant une cause d'excuse au profit de l'auteur dont la défense dépasse les limites de la nécessité actuelle si l'infraction (qui peut être un homicide volontaire) a été commise à la suite d'une vive émotion causée par la découverte d'un crime ou délit flagrant contre des propriétés. Les développements de la proposition indiquent qu'il s'agit d'une excuse entraînant seulement une réduction de peine et non pas d'une excuse absolutoire [(5)].

---

(4) Il a, à cet égard, été expressément déclaré lors des travaux parlementaires que l'article 41.1, en projet, du Code pénal néerlandais ne pourrait trouver à s'appliquer pour justifier un homicide volontaire commis pour assurer la seule défense d'un bien (D. Hazewinkel-Suringa, Inleiding tot de studie van het Nederlandse Strafrecht, door J. Remmelink, 5de uitg., Deventer, Gouda Quint, 1996, pp. 320 et 321).

(5) L'excuse absolutoire supprime toute répression malgré l'existence de l'infraction. Elle est prévue par la loi. En outre, elle est établie en raison de la situation personnelle de l'auteur de l'infraction. Elle laisse entière la possibilité d'une action civile en réparation.

Si telle est bien l'intention des auteurs de la proposition, ceux-ci veilleront à préciser, lors des travaux parlementaires, la mesure dans laquelle la peine sera réduite, dès lors que la situation visée par l'article 78*bis*, proposé, diffère de celles réglées actuellement par les articles 411, 412 et 414 du Code pénal.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het wetsvoorstel strekt ertoe de wetgeving op drie punten te wijzigen.

Ten eerste is het de bedoeling de werkingssfeer van de wettige verdediging te verruimen door ze eveneens te laten gelden voor welke reactie ook waarop een strafrechtelijke straf staat en niet meer alleen voor doodslag, verwondingen en slagen.

Ten tweede wordt de verdediging van goederen opgenomen als reden voor wettige verdediging, behalve wanneer het gepleegde strafbaar feit vrijwillige doodslag is.

Ten slotte maakt het voorstel het mogelijk dat de overschrijding van de grenzen van de wettige verdediging naar gelang van de omstandigheden voor degene die zich daaraan bezondigt, leidt tot straffeloosheid of een strafverminderende verschoningsgrond oplevert.

2. Zoals in de toelichting bij het voorstel wordt aangegeven, vormt wettige verdediging bij de huidige stand van het recht een van de rechtvaardigingsgronden; ze

heeft tot gevolg dat de strafbare gedraging geen wederrechtelijk karakter meer heeft, zodat er in casu geen strafbaar feit meer is [1].

De wettelijke basis van wettige verdediging ligt niet in de algemene bepalingen van het Strafwetboek die in Boek 1 ervan vervat zijn, maar in de artikelen 416 en 417 van hetzelfde Wetboek die de rechtvaardigende werking van wettige verdediging beperken tot doodslag, verwondingen en slagen.

In artikel 416 van het Strafwetboek is de regel vervat volgens welke :

> "Er (...) noch misdaad, noch wanbedrijf (is), wanneer de doodslag, de verwondingen en de slagen geboden zijn door de ogenblikkelijke noodzaak van de wettige verdediging van zich zelf of van een ander".

Om van wettige verdediging te kunnen spreken, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° er is een ernstige wederrechtelijke of onrechtmatige aanranding die gericht is tegen de persoonlijke integriteit van een persoon;

2° de aanranding moet ogenblikkelijk zijn;

3° verdediging is noodzakelijk;

4° de reactie moet afdoend zijn en in verhouding staan tot de ernst van de bedreiging of van het kwaad dat door de aanranding wordt berokkend.

---

(1) D. Vandermeersch, Eléments de droit pénal et de procédure pénale, Brugge, die Keure, 2006, blz. 77-83; L. Dupont en R. Verstraeten, Handboek, Belgisch Strafrecht, Leuven, Acco, 1990, blz. 219-226; C. Van den Wyngaert, Strafrecht, strafprocesrecht, internationaal strafrecht in hoofdlijnen, Antwerpen, Maklu, 2003, blz. 190-195; F. Tulkens en M. van de Kerchove, Introduction au droit pénal, 7e uitg., Brussel, Kluwer, 2005, blz. 320-323; C. Hennau en J. Verhaegen, Droit pénal général, 3e uitg., Brussel, Bruylant, 2003, blz. 204-211; C.J. Van Houdt en W. Callewaert, Belgisch Strafrecht, Gent, Story-Scientia, deel II, blz. 451-459.

Artikel 417 van het Strafwetboek voorziet in een vermoeden van wettige verdediging in de volgende twee gevallen :

1° de verdediging heeft plaats bij het afweren, bij nacht, van de beklimming of de braak van een bewoond huis, behalve wanneer blijkt dat de dader niet kon geloven in een aanranding van personen;

2° wanneer het feit plaatsheeft bij het zich verdedigen tegen de daders van diefstal of plundering die met geweld tegen personen wordt gepleegd.

In artikel 2, lid 2, a), van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, dat bepaalt dat het recht van een ieder op leven wordt beschermd door de wet, staat dat de beroving van het leven niet geacht wordt in strijd te zijn met deze regel ingeval zij het gevolg is van geweld, dat absoluut noodzakelijk is ter verdediging van wie dan ook tegen onrechtmatig geweld.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. Bij het wetsvoorstel wordt artikel 72, eerste lid, van het Strafwetboek in een nieuwe lezing hersteld teneinde daarin wettige verdediging als een algemene rechtvaardigingsgrond op te nemen. Het geldt voor alle strafbare feiten die "geboden zijn door de ogenblikkelijke noodzaak van de wettige verdediging van personen" en niet langer alleen voor doodslag, verwondingen en slagen, aangezien de nieuwe bepaling wordt ingevoegd in Boek I van het Strafwetboek, dat de algemene bepalingen bevat, en er geen enkele beperking wordt vermeld.

De indieners van het voorstel, die verklaren wat dit punt betreft te steunen op hetgeen bepaald wordt in artikel 41.1 van het Nederlandse Strafwetboek, worden verzocht om tijdens de parlementaire debatten nader aan te geven waarom zij deze regeling verkiezen terwijl de huidige toepassing van de staat van noodzakelijkheid bij

andere strafbare feiten dan doodslag, slagen en verwondingen, voor de rechtspraak het reeds mogelijk maakt de kwestieuze gevallen waarin de persoon in kwestie, die, toen tegen hem ogenblikkelijk geweld werd gebruikt, om zich te verdedigen een ander strafbaar feit heeft moeten plegen dan doodslag, verwondingen of slagen, op deugdelijke wijze af te doen.

2. Bij het voorgestelde artikel 72, tweede lid, van het Strafwetboek wordt het voordeel van de wettige verdediging uitgebreid tot de verdediging van goederen. De voorgestelde bepaling, waarbij aan die uitbreiding voorwaarden worden gesteld, bevat bovendien een beperking. Als reactie op een op heterdaad ontdekte misdaad of dito wanbedrijf, moet het verweer volstrekt en ogenblikkelijk noodzakelijk zijn om de misdaad of het wanbedrijf te doen ophouden; bovendien moet het verweer redelijk (dat wil zeggen ter zake doend) en evenredig zijn. Ten slotte wordt de rechtvaardigende werking uitgesloten wanneer het verweer leidt tot het voltrekken van vrijwillige doodslag. Met deze beperking, waarvoor op de Franse *Code pénal* wordt gesteund, wordt elke discussie betreffende de overeenstemming van de voorgestelde bepaling met artikel 2, lid 2, a), van het Europees verdrag voor de rechten van de mens vermeden, welke bepaling immers meestal geïnterpreteerd wordt als alleen geldend voor de verdediging van de persoon [(2)].

Artikel 3

1. Bij het voorgestelde artikel 73, eerste lid, van het Strafwetboek wordt een rechtvaardigingsgrond ingesteld ten voordele van de persoon die zich bij een aanval tegen personen aan noodweerexces bezondigt, wanneer het strafbare feit dat die persoon begaat en waarbij die de grenzen van de ogenblikkelijk noodzakelijke verdediging overschrijdt, het onmiddellijke gevolg is van een hevige gemoedstoestand van die persoon veroorzaakt door de aanval.

---

(2) Zie Y. Haeck, Artikel 2 recht op leven, in J. Vande Lanotte en Y. Haeck, Handboek EVRM, Deel 2, Artikelsgewijze commentaar, boekdeel I, Antwerpen, Intersentia, 2004, blz. 88 en 89; L.E. Pettiti, E. Decaux en P.-H. Imbert, La Convention européenne des droits de l'homme - Commentaire article par article, Economica, Parijs, 1999, blz. 152; J. Velu en R. Ergec, Convention européenne des droits de l'homme, R.P.D.B., boekdeel VII, Brussel, Bruylant, 1990, nr. 232 - blz. 215.

Thans maakt de dader die de dood, verwondingen of slagen veroorzaakt zonder de wettelijke voorwaarden te hebben nageleefd, zich schuldig aan een strafbaar feit.

Hij kan evenwel aanvoeren dat hij een dwaling heeft begaan bij de beoordeling van de voorwaarden inzake wettige verdediging. Indien deze dwaling onoverkomelijk is - dit wil zeggen dat elk redelijk en voorzichtig persoon ze zou hebben begaan - zal ze de strafrechtelijke verantwoordelijkheid doen vervallen; indien ze daarentegen niet onoverkomelijk is omdat ze schuldig gedrag oplevert, heeft ze tot gevolg dat de strafbare feiten waarmee opzet moet gemoeid zijn, aan de dader worden kwijtgescholden, maar laat ze de strafbare feiten door onvoorzichtigheid bestaan [(3)].

Ten slotte kan de dader, wanneer hij geen dwaling heeft begaan, ook de grond van niet-toerekeningsvatbaarheid aanvoeren, ontleend aan de onweerstaanbare dwang waarin artikel 71 van het Strafwetboek voorziet. Met het begrip dwang wordt verwezen naar een subjectieve situatie van overmacht waarin de betrokkene geen andere keuze heeft dan de wet te overtreden.

De slotsom is dat de gevallen waarbij in de rechtspraak degene die zich schuldig maakt aan "overschrijding van de wettige verdediging", volgens het huidige recht, niet-strafbaar wordt bevonden, een beperkte toepassing kennen.

Bovendien kan de dader aanvoeren dat het geweld dat hij heeft gepleegd, onmiddellijk uitgelokt is door zware gewelddaden tegen personen (artikel 411 van het Strafwetboek), op basis waarvan zijn straf zal worden verminderd overeenkomstig artikel 414 van het Strafwetboek. Hij kan ook voor deze strafverminderende verschoningsgrond in aanmerking komen indien hij voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 412 van het Strafwetboek (het afweren overdag van de beklimming of de braak van een bewoond huis, behalve wanneer blijkt dat de dader niet kon geloven aan een aanranding van personen).

Het wetsvoorstel breidt de gevallen waarin de dader in de toekomst ongestraft zou zijn aanzienlijk uit; daar de aanval bij de dader een hevige

---

(3) Vandermeersch, op. cit., blz. 81-82; C. Hennau en J. Verhaegen, op. cit., blz. 212-216; C. Van den Wyngaert, op. cit., blz. 195-196.

gemoedstoestand heeft veroorzaakt, brengt zijn buitensporige of ondeugdelijke reactie, die er het onmiddellijk gevolg van is, zijn straffeloosheid mee. Het is noodzakelijk er de aandacht op te vestigen dat het bestaan van deze hevige gemoedstoestand weliswaar afhangt van de omstandigheden waarin de aanval heeft plaatsgehad, maar ook van de persoonlijkheid van degene die er het slachtoffer van is. Deze beoordeling is voor een niet verwaarloosbaar deel subjectief.

2. Bij het voorgestelde artikel 73, tweede lid, van het Strafwetboek wordt een rechtvaardigingsgrond ingesteld ten voordele van de persoon die bij zijn verdediging de grenzen van de evenredigheid heeft overschreden wanneer die overschrijding het onmiddellijke gevolg is van een hevige gemoedstoestand veroorzaakt door de ontdekking op heterdaad van de misdaad of het wanbedrijf tegen eigendom. Er behoort evenwel te worden opgemerkt dat de persoon in kwestie, om voor die rechtvaardigingsgrond in aanmerking te kunnen komen, zich moet hebben bevonden in een situatie waarin de verdediging volstrekt en ogenblikkelijk noodzakelijk was om de op heterdaad ontdekte misdaad of het dito wanbedrijf te doen ophouden. Alleen de voorwaarde van de evenredigheid van de reactie ontbreekt.

De opmerkingen die hiervoor in punt 1 zijn gemaakt, gelden eveneens voor deze voorgestelde bepaling.

3. Ook al is het wetsvoorstel geïnspireerd op het Nederlandse en het Duitse strafrecht, toch moet worden aangegeven in welk opzicht de nieuwe rechtvaardigingsgrond - "noodweerexces" - verenigbaar is met artikel 2, lid 2, a), van het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens, wanneer het gepleegde strafbaar feit vrijwillige doodslag is die een reactie is op een aanslag op een goed [(4)].

---

(4) In dit verband is tijdens de parlementaire voorbereiding uitdrukkelijk verklaard dat het ontworpen artikel 41.1 van het Nederlandse Strafwetboek geen toepassing zou kunnen vinden om vrijwillige doodslag te wettigen die alleen ter verdediging van een goed gepleegd wordt (D. Hazewinkel-Suringa, Inleiding tot de studie van het Nederlandse strafrecht, door J. Remmelink, 5e uitg., Deventer, Gouda Quint, 1996, blz. 320 en 321).

4. In de Franse tekst is het woord "découverte" niet geschikt, aangezien de ontdekking geruime tijd na het plegen van de misdaad of het wanbedrijf kan plaatsvinden. Het woord wordt het best weggelaten.

Artikel 4

Bij het voorstel wordt in het Strafwetboek een artikel 78*bis* ingevoegd, waarbij een verschoningsgrond wordt ingesteld ten gunste van de persoon wiens verdediging de grenzen van de ogenblikkelijke noodzakelijkheid overschrijdt wanneer het strafbaar feit (dat vrijwillige doodslag kan zijn) gepleegd is ingevolge een hevige gemoedstoestand veroorzaakt door de ontdekking op heterdaad van een misdaad of wanbedrijf tegen eigendommen. Uit de toelichting van het voorstel blijkt dat het gaat om een verschoningsgrond die alleen tot een strafvermindering kan leiden en niet om een absolute verschoningsgrond [(5)].

Als zulks wel degelijk de bedoeling van de indieners van het voorstel is, dienen zij er tijdens de parlementaire werkzaamheden zorg voor te dragen dat gepreciseerd wordt in welke mate de straf verminderd wordt, aangezien de situatie bedoeld in het voorgestelde artikel 78*bis* verschilt van de situaties welke thans geregeld zijn bij de artikelen 411, 412 en 414 van het Strafwetboek.

---

(5) Een absolute verschoningsgrond maakt elke beteugeling onmogelijk, ook al is een strafbaar feit gepleegd. Absolute verschoningsgrond staat vermeld in de wet. Bovendien is ze ingesteld wegens de persoonlijke situatie van degene die het strafbaar feit heeft gepleegd. Ze maakt een burgerlijke vordering tot schadevergoeding niet onmogelijk.

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État, staatsraden,
Madame Mevrouw	M. BAGUET,	
Monsieur de Heer	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation, assessor van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS